

Questions orales

Des voix: L'auteur!

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre.

M. McDermid: Est-ce un exemplaire autographié, John?

M. Turner (Vancouver Quadra): Il a cité un passage de mon best-seller de 1968 . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Vancouver Quadra): . . . *Politics of Purpose*.

M. McDermid: Vous pouvez l'acheter pour 39 cents.

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, nous avons essayé de vendre ce livre pendant 20 ans.

M. de Cotret: Nous comprenons pourquoi.

M. Turner (Vancouver Quadra): Le discours que le vice-premier ministre a cité, suivant une technique que le premier ministre utilise malheureusement de temps en temps, et qui ne traduit pas toute l'importance qu'il revêtait lorsqu'il a été prononcé, devant la Chambre de commerce des États-Unis, sur la politique concernant les eaux territoriales, avait pour thème . . .

Des voix: La question!

M. Turner (Vancouver Quadra): J'en arrive à la question. A la page 176, je disais «Attendez un instant!», aux Américains, à Washington.

Des voix: Oh, oh!

M. Hnatyshyn: Vous étiez à genoux devant eux!

M. le Président: Je dois dire aux députés que cela s'est passé il y a longtemps, mais que je fermerai les yeux sur cette entorse à la règle de la pertinence. La parole est au chef de l'opposition.

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, je vous rendrai la politesse quand vous écrirez votre livre.

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Vancouver Quadra): J'ai dit ceci:

Attendez un instant! Il ya les eaux *canadiennes* et les eaux *américaines*. (Et aussi les eaux *mexicaines*), mais nous n'aimons pas la nouvelle terminologie qui désigne nos eaux comme les «eaux continentales».

Tel était le thème de mon discours devant la Chambre de commerce des États-Unis.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Mais ensuite, vous avez cédé.

M. Turner (Vancouver Quadra): Il a été complété par un discours devant le Marine Club, à Toronto, intitulé «A Canadian Water Policy», qui figure dans le même livre. Je recommande au député de le lire et je lui demande si son allusion d'aujourd'hui aux eaux signifie que l'eau est englobée dans la

politique énergétique continentale à laquelle le gouvernement a donné son accord?

M. McDermid: Vous aimez également la couleur du livre: il est rouge, blanc et bleu.

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, je sais que le député veut aller au fond des choses. Je répondrai à sa question par un non catégorique.

Néanmoins, il y a un autre passage très intéressant qui . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Mazankowski: . . . est tout à fait en rapport avec cette question. Il a dit, à la suite de la déclaration que j'ai citée tout à l'heure, à la page 183:

Je ne veux pas avoir l'air intraitable. Je veux simplement me montrer réaliste.

M. Turner (Vancouver Quadra): Voilà une bien meilleure citation. Je recommande à la Chambre d'y réfléchir.

LA POLITIQUE CANADIENNE SUR LES RICHESSES NATURELLES

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le député, en tant qu'Albertain, n'admettrait-il pas que la meilleure politique sur les richesses naturelles à adopter pour le Canada, et il y englobe implicitement nos ressources en eau, consiste à développer notre secteur de la fabrication, surtout dans le cas des nouvelles industries, autour de nos richesses . . .

M. McDermid: C'est exactement ce que nous faisons.

M. Turner (Vancouver Quadra): . . . au lieu d'adopter une politique énergétique continentale? Ne serait-ce pas une meilleure politique pour notre pays?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du trésor): Monsieur le Président, l'important—et c'est ce que le gouvernement a cherché à faire—est de créer un climat favorable à la mise en valeur de nos ressources énergétiques. Cette politique est bonne non seulement pour l'Ouest, mais aussi pour tout le pays. Elle sert les intérêts de l'Ouest et de l'Ontario.

Pourquoi le député insiste-t-il encore pour en revenir aux programmes d'antan? Je sais qu'à l'époque où il avait quitté la scène politique, il n'était guère favorable au Programme énergétique national. Ce qu'il préconise aujourd'hui reflète manifestement un autre changement de position de sa part. Il veut revenir à l'ancienne époque de la réglementation, de la centralisation . . .

M. Frith: Pas à une politique élaborée à Washington.

M. Mazankowski: . . . et à un empiètement sur les droits des provinces.